

*Subsides*

L'absence de règlements a également fait du tort aux éleveurs de bœufs. Le ministre n'a pas voulu bouleverser les relations commerciales avec les États-Unis et les autres pays et ce sont les producteurs qui en souffrent. J'ai déjà parlé de la baisse des prix des bêtes sur pied, à la production. C'est évidemment en cause, en partie de la décision du gouvernement qui a jugé bon de relever cette année les quotas d'importation de bœuf qui étaient de deux millions de livres plus élevés que ceux de l'année dernière. Je tiens à le répéter, monsieur l'Orateur, les prix à la production ont baissé parce que le gouvernement a décidé de relever les quotas de bœuf d'importation de deux millions de livres. Le marché a été inondé de bœuf de catégorie ordinaire en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ce qui a fait tomber les prix d'un bout à l'autre de la chaîne. Le gouvernement commence à admettre qu'il faudra ériger des barrières douanières pour protéger les secteurs d'activité de fabrication les plus vulnérables chez nous, et les aider à prendre de l'expansion.

La motion présentée aujourd'hui est composée de cinq parties, monsieur l'Orateur, mais je ne puis en 20 minutes parler de chacune d'entre elles, bien que dans l'ensemble, je sois d'accord avec la motion.

Les choses ne sont pas toutes roses, chez nous. Je le répète, les citoyens paient très cher des produits alimentaires produits ici même, pendant que les revenus des agriculteurs descendent sans cesse, ce qu'ils vont continuer à faire l'année prochaine.

Examinons certains aspects humains de l'agriculture actuelle. En laissant de côté les chiffres qui ne sont déjà pas brillants, et qui devraient apporter de l'eau à mon moulin, si quelqu'un du côté des ministériels souhaitait encore refuser ce que je viens de dire, examinons le problème du jeune agriculteur qui emprunte sur hypothèque, auprès de la banque de sa localité. Je me suis entretenu avec un cultivateur de tabac il y a environ deux ans et il m'a dit—et je suis sûr qu'il ne mentait pas—que seulement l'intérêt de son hypothèque s'élevait à \$12,000 par année. Nous savons tous que les cultivateurs de tabac ne gagnent plus autant d'argent que dans les années 50. C'est également le cas de ceux qui cultivent des fruits et des légumes. En fait c'est le cas de tous les agriculteurs en général. Si un jeune homme s'achète une ferme familiale, il lui faut tellement emprunter et pour tant d'années et il recevra si peu pour son travail et sa mise de fonds qu'il lui faudra des années pour se rattraper si en fait, il se rattrape jamais.

Un autre problème, que l'on ne retrouve pas en général partout au pays mais qui touche surtout ceux qui cultivent des fruits et des légumes et du tabac, est celui de la main-d'œuvre, des personnes embauchées. Il y a du pour et du contre. Lorsqu'un travailleur sans emploi vivant de prestations d'assurance-chômage sait qu'on lui demandera de retourner au travail, l'obligation de faire face à toute la paperasserie administrative de la Commission d'assurance-chômage lorsqu'il perdra son emploi temporaire et redemandera des prestations d'assurance-chômage le pousse à penser «A quoi me sert-il de remplir toute cette paperasse si je vais avoir un autre emploi dans trois semaines?» Quelque chose ne tourne pas rond dans tout cela.

● (1542)

Certains agriculteurs de ma circonscription se sont plaints des travailleurs de ma région, des Canadiens, jeunes ou d'âge moyen. Ces plaintes sont justifiées dans une certaine mesure.

[M. Blackburn.]

Les centres de main-d'œuvre leur envoient souvent des gens qui veulent travailler pendant une journée, avoir droit à deux repas gratuits et s'en aller le lendemain. Mais cela ne se passe pas toujours comme cela. Beaucoup de jeunes gens de ma circonscription qui travaillent chez des producteurs de fruits et de légumes et chez des planteurs de tabac font de l'excellent travail sans traîner. Mais les agriculteurs n'ont pas seulement des problèmes avec le temps qu'il fait, ils ont également de la difficulté à trouver une main-d'œuvre sérieuse au bon moment.

Dans la plupart des cas que j'ai cités, la difficulté surgit à l'époque des semences, qui se font habituellement à la fin de mai, et à l'époque des récoltes, qui dure habituellement depuis août jusqu'à la fin de septembre. Je conviens qu'il est difficile pour certains agriculteurs, particulièrement les propriétaires de petites exploitations, de garder un homme ou une femme à leur emploi depuis le début de mai jusqu'à la fin de septembre ou le début d'octobre. Voilà l'une des raisons pour lesquelles il est difficile d'embaucher de la main-d'œuvre locale.

Étant donné les faits que je viens de décrire, pourquoi réduit-on l'apport de la main-d'œuvre étrangère des Antilles? Plus d'un million de nos concitoyens sont inscrits au chômage. Je sais que je parle d'un sujet délicat. Je sais aussi que certains agriculteurs s'adonnant aux cultures dont je viens de parler, préfèrent embaucher des travailleurs étrangers. Je sais aussi que beaucoup d'entre eux préfèrent embaucher de la main-d'œuvre locale, aussi nous faut-il chercher à maintenir un équilibre. Il semble impossible de trouver suffisamment de bons travailleurs locaux qui acceptent de travailler pour un salaire raisonnable. Je ne parle pas de quelqu'un qui veut s'en tirer avec un salaire de \$2.75 l'heure sans chambre ni pension, mais de la majorité des agriculteurs qui sont disposés à payer \$3.50 ou \$4 l'heure avec chambre et pension ou qui sont disposés à fournir les repas et le transport matin et soir entre, par exemple, Brantford et la campagne. Ces gens commencent à en avoir assez du programme de main-d'œuvre du gouvernement, touchant la réserve de main-d'œuvre agricole étrangère, appelez cela comme vous voudrez. Ils en ont assez de voir les règlements devenir de plus en plus sévères à cet égard. D'un autre côté, je comprends fort bien les problèmes que se posent au gouvernement, maintenant qu'il a laissé le nombre de chômeurs officiellement recensés atteindre le cap du million. Je pense que personne n'est prêt à contester le fait que, si l'on tient compte des gens sous-employés et de ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes du chômage, le nombre des chômeurs canadiens atteint probablement un million et demi aujourd'hui.

Pour terminer sur cette note, monsieur l'Orateur, je dirais que j'ai fait tout mon possible pour aider les agriculteurs de ma circonscription; le ministre le sait bien car je lui ai adressé un grand nombre de lettres à ce sujet. Je n'essaie pas de dire qu'il s'agit d'un groupe spécial. Ils ne veulent pas du tout être considérés comme un groupe spécial de notre société, ils veulent simplement une part équitable des richesses pour leur travail et leurs investissements. En même temps, s'ils réalisent des bénéfices et s'ils ont de l'argent, ils vont dépenser cet argent. Cela amènera de nouveaux emplois dans l'industrie de la machinerie agricole. Que les machines agricoles ou autres produits destinés à l'agriculture soient ceux de Massey-Ferguson—et je n'apprécie pas plus qu'il ne faut la société Argus—ou de White Farm, peu m'importe, le résultat sera le même. Si